

Évolutions bancaires et monétaires à Wallis-et-Futuna au 30 septembre 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

L'économie mondiale progresse encore faiblement au premier semestre 2013, atteignant 2,5 % en moyenne, soit un rythme comparable à celui du deuxième semestre 2012. La croissance commence à ralentir dans les pays émergents, tandis qu'elle montre des signes de renforcement dans plusieurs pays avancés. Selon les dernières estimations du Fonds monétaire international (FMI) d'octobre 2013, l'économie mondiale devrait progresser de 2,9 % sur l'ensemble de l'année 2013 (contre +3,2 % en 2012 et +3,9 % en 2011).

Dans la zone euro, la croissance perd de la vitesse au troisième trimestre 2013, avec un PIB en hausse de 0,1 % (+0,3 % à fin juin 2013), pénalisé par le faible dynamisme de la consommation privée et les niveaux élevés de chômage. Après avoir rebondi au deuxième trimestre, le PIB français se replie de 0,1 % au troisième trimestre, tandis que l'activité allemande évolue encore favorablement (PIB en hausse de 0,3 %).

Lors de sa réunion du 7 novembre, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,25 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 25 points de base, à 0,75 %, le taux d'intérêt de la facilité de dépôt demeurant inchangé, à 0,00 %. Dans sa déclaration introductive M. Draghi a indiqué : « L'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. Elle continuera donc également de soutenir la reprise progressive de l'économie reflétée par les indicateurs de confiance jusqu'en octobre (...). » ... « Après la baisse des taux de ce jour, le Conseil des gouverneurs a réexaminé les indications données en juillet sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et confirmé qu'il continue de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels, voire inférieurs, sur longue période (...). ».

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

L'activité économique reste bien orientée ce trimestre marqué par l'organisation des Mini-Jeux du Pacifique. Dans un contexte de réduction de l'indice des prix sur le trimestre (-0,26 %) et d'une stabilité de l'emploi salarié, la consommation des ménages enregistre un vif rebond au cours des trois derniers mois. Parallèlement, l'investissement des entreprises reste dynamique sur la période, l'activité bancaire progresse en termes d'encours de crédits, mais s'infléchit sur le plan de la collecte de dépôts.

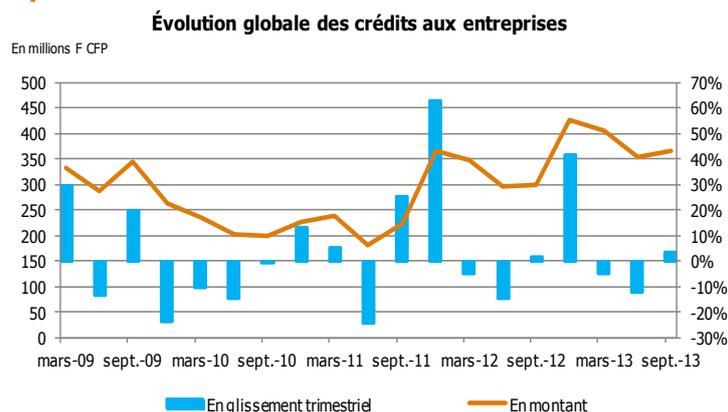
Rebond sensible de l'encours de crédit

La conjoncture monétaire et financière du troisième trimestre 2013 se caractérise par un accroissement de l'encours de crédits (+2,1 % sur trois mois, après -2 % au trimestre précédent) en faveur des particuliers comme des entreprises. Au 30 septembre 2013, l'encours sain des crédits octroyés retrouve son niveau de mars 2013, soit 1,8 milliard de francs CFP. Sur l'année, le rythme de croissance s'infléchit (+5 % au 30 septembre contre +13 % au 30 juin).

Légère augmentation des encours de crédits aux entreprises

Les concours accordés aux entreprises par le système bancaire local se redressent en rythme trimestriel (+3,4 %), après deux trimestres consécutifs de baisse (-12,4 % au 30 juin et -5,1 % au 31 mars 2013).

En ligne avec l'accroissement des importations de biens d'équipement sur le trimestre, l'encours des crédits d'investissement enregistre une hausse significative (+37,5 %). D'un encours total de 80 millions de francs CFP, ils représentent 22 % des concours contractés par les entreprises. À l'inverse, les crédits à l'habitat et les autres crédits, qui concentrent les deux principaux postes (respectivement 33 % et 44 %), affichent une nouvelle contraction sur le trimestre (-2,2 % et -5,8 %).



Sur l'année, les concours aux entreprises progressent de 22 %, soutenus par le financement des travaux de réhabilitation réalisés sur les dépôts de produits pétroliers au cours du dernier trimestre 2012.

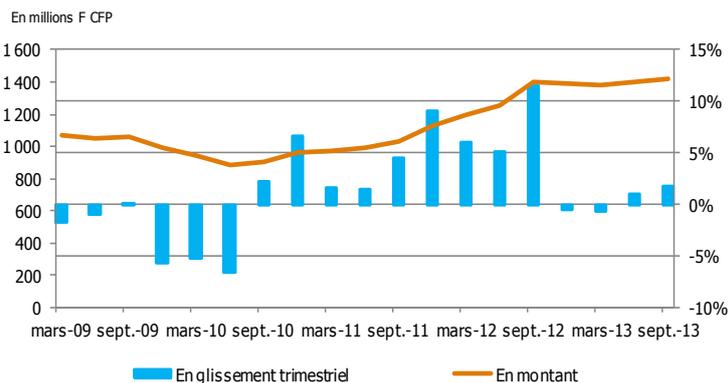
Une demande de financement des ménages croissante

Au 30 septembre 2013, les concours accordés aux ménages progressent de 1,7 % en rythme trimestriel (+1,7 % sur l'année).

D'un encours total de 1,42 milliard de francs CFP, ils sont constitués principalement de crédits à la consommation (87,4 %) dont l'encours a progressé de 2,7 % au cours des trois derniers mois et de 4,8 % sur l'année.

Le financement de l'habitat poursuit son fléchissement, avec un encours en recul pour le quatrième trimestre consécutif (-4,9 % au 30 septembre sur trois mois, -15,7% sur l'année).

Évolution globale des crédits aux ménages

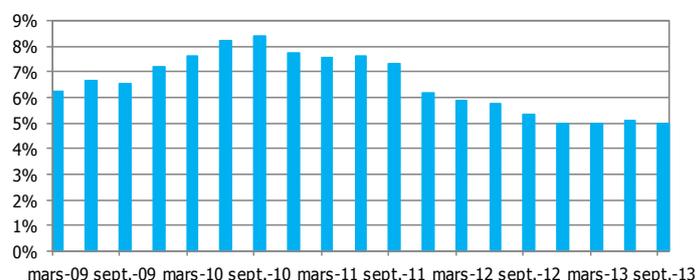


Une sinistralité en léger recul

La qualité du portefeuille reste stable depuis décembre 2012. La banque affiche un taux de créances douteuses inférieur à 5 %, en recul de 0,1 point sur le trimestre (-0,3 point sur l'année).

Le montant des créances douteuses brutes, qui s'élève à 94,6 millions de francs CFP, se replie légèrement sur la période (-0,2 %) et de manière plus marquée sur l'année (-2 %).

Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux



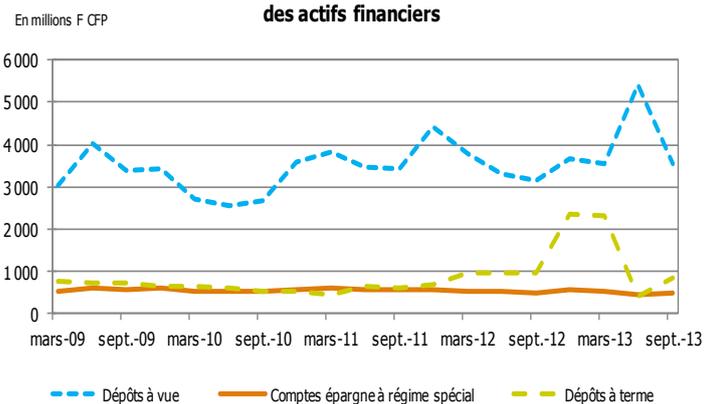
Sensible repli des actifs financiers

Les dépôts des agents économiques auprès du système bancaire se contractent de 22,3 % sur le trimestre, après -2,0 % à fin juin 2013. En rythme annuel, les actifs financiers affichent néanmoins une hausse de 5,5 % pour atteindre 4,87 milliards de francs CFP.

Les dépôts à vue se replient sensiblement sur le trimestre (-34,4 %), pour retrouver leur niveau de fin mars 2013, suite aux arbitrages réalisés par un opérateur institutionnel, dont les placements représentent 72,8 % des dépôts collectés localement. Les dépôts à vue des entreprises enregistrent une nette progression au cours des trois derniers mois (+26,1 %), cette augmentation étant moins marquée pour ceux des ménages (+2,4 % en rythme trimestriel).

La réorientation de l'épargne de cet opérateur vers des placements plus rémunérateurs a conduit à un doublement de l'encours des dépôts à terme. Détenus à près de 90 % par les collectivités locales, les dépôts à terme s'élèvent à 841 millions de francs CFP au 30 septembre.

Évolution des principales composantes des actifs financiers



Dans une moindre mesure, l'encours des comptes d'épargne à régime spécial ressort en hausse de 7,7 % sur le trimestre. Cette augmentation est imputable aux ménages (+6,2 %) et aux collectivités locales (+29,3 %). Le poids de ces placements dans le volume global des dépôts locaux reste modéré (7,2 %).

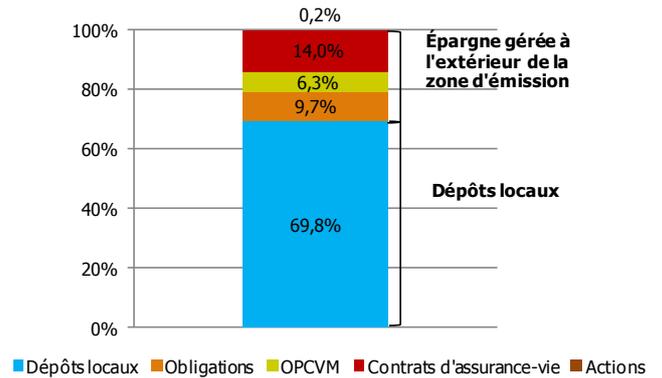
Les autres placements auprès du système bancaire local

Parallèlement, le système bancaire local collecte d'autres placements financiers (contrats d'assurance vie, OPCVM, actions, obligations,...), non transformables pour leur activité de financement.

Ces avoirs se replient de 2,9 % sur le trimestre pour atteindre un encours total de 2,11 milliards de francs CFP. La contraction observée est essentiellement imputable aux OPCVM monétaires, dont l'encours fléchit de 23 % à fin septembre. À l'inverse, les actions, les obligations et les contrats d'assurance-vie augmentent à nouveau (respectivement +12,8 %, +1,3 % et +1 % en rythme trimestriel). Au 30 septembre, les placements gérés hors de la zone d'émission représentent 30,2 % de l'ensemble des actifs financiers (en hausse de 4,7 points). Sur l'année, ils affichent une progression de 17,9 %, en raison du dynamisme des placements sous forme d'OPCVM monétaires.

Au final, l'ensemble des dépôts réalisés auprès du système bancaire local s'élève à 6,98 milliards de francs CFP à fin septembre, en recul de 17,3 % sur le trimestre (+9 % sur l'année).

Répartition des dépôts

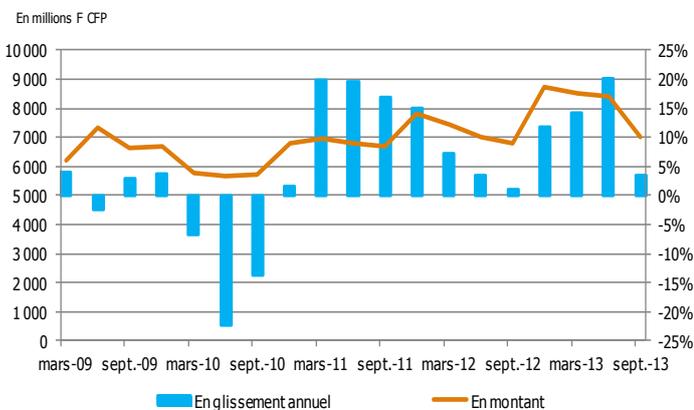


Le solde emplois-ressources de la banque locale s'améliore

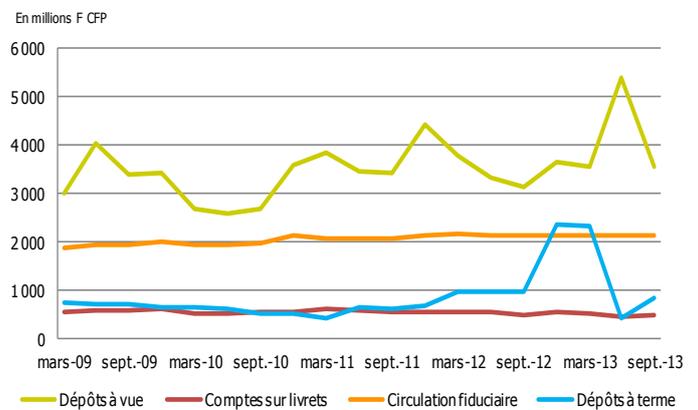
Nette contraction de la masse monétaire sur le trimestre

La masse monétaire M3 se contracte à nouveau au troisième trimestre (-16,7 %, après -1,3 % et au 30 juin et -2,5 % au 31 mars 2013) pour s'établir à 7 milliards de francs CFP. Cette évolution s'explique essentiellement par la réduction de l'encours des dépôts à vue qui n'est pas compensée par la hausse des comptes sur livrets et des dépôts à terme (respectivement +7,7 % et +104,3 %). En revanche en rythme annuel, la masse monétaire M3 affiche une augmentation de 3,5 %, fortement soutenue par l'évolution des dépôts à vue (+13,2 % sur l'année).

Évolution de la masse monétaire



Évolution des principales composantes de la masse monétaire



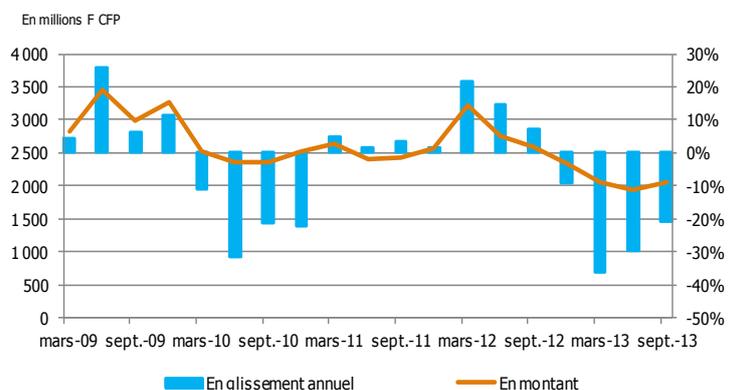
Redressement de la position extérieure nette sur le trimestre

Au 30 septembre, les ressources de la banque s'établissent à 4,6 milliards de francs CFP, en recul de 21,9 % sur le trimestre. Elles proviennent principalement des dépôts collectés (85,1 % du total) et sont affectées à 41,3 % à l'activité de crédit.

En diminution depuis plus d'un an, le solde emplois-ressources, structurellement positif, s'améliore sensiblement à fin septembre 2013 (+6 % en rythme trimestriel), en raison d'une forte contraction de l'excédent des opérations diverses (-77,2 %).

La position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors zone d'émission) s'établit ainsi à 2,05 milliards de francs CFP au 30 septembre 2013.

Évolution de la position extérieure nette



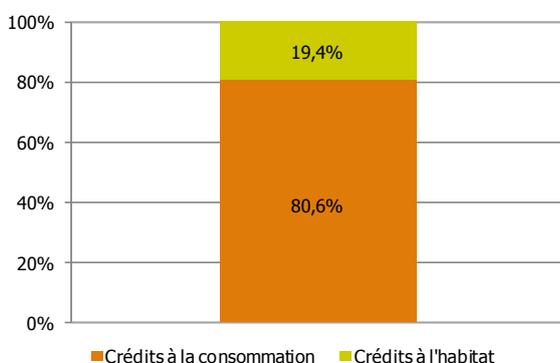
ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Parallèlement aux opérations enregistrées auprès du système bancaire local, les agents économiques sollicitent des financements auprès d'établissements de crédit situés hors du Territoire, notamment en Nouvelle-Calédonie.

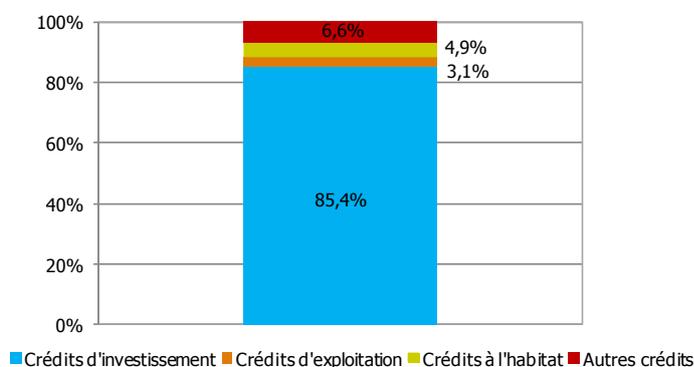
À fin septembre 2013, l'encours sain des concours accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant sur le Territoire s'établit à 4,27 milliards de francs CFP, en hausse de 4,6 % sur le trimestre (après -4,6 % au 30 juin). Les concours accordés aux entreprises, majoritairement sous forme de crédits à l'investissement (85,4 %), affichent une hausse de 8,7 % en rythme trimestriel. En raison d'une augmentation des crédits à la consommation sur la période (+2,7 %), les concours octroyés aux ménages progressent légèrement au cours des trois derniers mois (+0,5 %, après +0,2 % au 30 juin), et ce malgré la réduction des crédits à l'habitat (-7,7 % sur le trimestre). Exclusivement dédiés à l'investissement, les concours aux collectivités locales affichent une nouvelle diminution, toutefois plus modérée qu'au trimestre précédent (-0,9 % contre -6,4 % au 30 juin). Sur l'année, l'encours de crédits aux différents agents économiques se contracte de 3,8 %.

Les financements accordés par les établissements situés hors de la zone d'émission progressent de 6,5 % sur le trimestre, mais fléchissent de 9,4 % sur l'année. La part de marché de ces établissements progresse de 0,9 point sur la période, à 57,7 %.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	1 943	1 975	2 077	2 151	2 140	2 120	2 139	2 133	-0,3%	-0,8%
<i>Billets</i>	<i>1 943</i>	<i>1 974</i>	<i>2 078</i>	<i>2 153</i>	<i>2 141</i>	<i>2 122</i>	<i>2 140</i>	<i>2 133</i>	<i>-0,3%</i>	<i>-0,9%</i>
<i>Pièces</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>-1</i>	<i>-2</i>	<i>-1</i>	<i>-1</i>	<i>-1</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
Dépôts à vue	3 395	2 689	3 420	3 134	3 663	3 547	5 407	3 547	-34,4%	13,2%
TOTAL M1	5 338	4 664	5 497	5 285	5 803	5 667	7 546	5 680	-24,7%	7,5%
M2-M1	586	543	569	499	568	532	448	482	7,7%	-3,3%
Comptes sur livrets	586	543	569	499	568	532	448	482	7,7%	-3,3%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M2	5 925	5 207	6 066	5 784	6 371	6 199	7 994	6 163	-22,9%	6,6%
M3-M2	717	516	628	984	2 360	2 314	412	841	104,3%	-14,5%
Dépôts à terme	717	516	628	984	2 360	2 314	412	841	104,3%	-14,5%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M3	6 641	5 723	6 694	6 768	8 731	8 513	8 406	7 004	-16,7%	3,5%
P1	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
M3+P1	6 641	5 723	6 694	6 768	8 731	8 513	8 406	7 004	-16,7%	3,5%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	5 951	6 264	5 753	7 070	7 028	7 117	6 556	7 184	9,6%	1,6%
Institut d'émission	2 711	3 581	3 127	4 303	4 701	5 060	4 619	4 908	6,3%	14,1%
Établissements de crédit	3 240	2 683	2 627	2 767	2 326	2 057	1 938	2 276	17,5%	-17,7%
Créances du Trésor public	733	639	1 314	719	854	1 006	930	851	-8,5%	18,4%
Concours sur ressources monétaires	-43	-1 179	-373	-1 021	849	390	920	-1 031	n.s	n.s
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 502	1 204	1 370	1 813	1 929	1 897	1 862	1 898	1,9%	4,7%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 544	2 383	1 743	2 835	1 080	1 507	942	2 929	211,1%	3,3%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>639</i>	<i>584</i>	<i>590</i>	<i>596</i>	<i>597</i>	<i>597</i>	<i>598</i>	<i>598</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,4%</i>
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>89</i>	<i>94</i>	<i>93</i>	<i>90</i>	<i>90</i>	<i>89</i>	<i>88</i>	<i>87</i>	<i>-0,2%</i>	<i>-3,1%</i>
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>261</i>	<i>336</i>	<i>202</i>	<i>170</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>222</i>	<i>n.s</i>	<i>30,6%</i>
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Divers</i>	<i>555</i>	<i>1 369</i>	<i>858</i>	<i>1 979</i>	<i>392</i>	<i>821</i>	<i>256</i>	<i>2 021</i>	<i>689,7%</i>	<i>2,2%</i>
Total M3	6 641	5 723	6 694	6 768	8 731	8 513	8 406	7 004	-16,7%	3,5%
Position extérieure nette	2 979	2 347	2 425	2 597	2 326	2 057	1 938	2 054	6,0%	-20,9%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim	1 an
Emplois	4 642	3 702	3 898	4 535	6 306	5 961	5 888	4 600	-21,9%	1,4%
Excédent des opérations diverses des EC	0	52	0	0	1 930	1 850	1 934	441	-77,2%	n.s
Crédits bruts	1 502	1 204	1 370	1 813	1 929	1 897	1 862	1 898	1,9%	4,7%
Réserves obligatoires et libres	161	99	103	124	120	157	155	207	33,7%	66,5%
Position extérieure nette des EC (si positive)	2 979	2 347	2 425	2 597	2 326	2 057	1 938	2 054	6,0%	-20,9%
Ressources	4 641	3 702	3 898	4 535	6 306	5 961	5 888	4 600	-21,9%	1,4%
Dépôts collectés (- encaisses)	3 869	3 024	3 210	3 819	5 618	5 275	5 202	3 914	-24,8%	2,5%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	728	678	683	686	688	686	686	685	0,0%	-0,1%
Excédent des opérations diverses des EC	44	0	5	30	0	0	0	0	n.s	-100,0%
Réescampte	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s

Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim	1 an
Sociétés non financières	2 300,6	1 302,4	1 480,0	1 292,7	2 075,2	1 639,6	1 535,4	1 614,2	5,1%	24,9%
Dépôts à vue	1 715,9	922,1	1 045,6	1 224,0	1 617,4	1 236,5	1 032,1	1 301,0	26,1%	6,3%
Placements liquides ou à court terme	407,4	188,6	434,4	68,6	457,8	403,2	503,2	313,2	-37,8%	356,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	407,4	188,6	434,4	68,6	457,8	403,2	503,2	313,2	-37,8%	356,4%
<i>dont comptes à terme</i>	384,8	188,6	285,5	27,0	27,0	12,0	112,1	12,0	-89,3%	-55,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	22,6	0,0	148,9	41,6	430,8	391,2	391,2	301,2	-23,0%	623,7%
Épargne à long terme	177,3	191,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Ménages	2 725,5	2 990,2	2 913,2	2 942,4	3 076,0	3 021,6	3 066,1	3 144,8	2,6%	6,9%
Dépôts à vue	1 115,7	1 271,3	1 263,7	1 272,5	1 334,6	1 365,9	1 462,4	1 498,1	2,4%	17,7%
Placements liquides ou à court terme	742,1	751,3	598,2	565,2	636,4	551,0	494,1	519,8	5,2%	-8,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	569,8	521,2	535,2	481,2	552,6	486,6	420,0	446,1	6,2%	-7,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	569,8	521,2	535,2	481,2	552,6	486,6	420,0	446,1	6,2%	-7,3%
Placements indexés sur les taux de marché	172,3	230,1	63,0	84,0	83,9	64,4	74,2	73,7	-0,6%	-12,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	54,5	48,5	63,0	84,0	83,9	64,4	74,2	73,7	-0,6%	-12,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	117,8	181,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Épargne à long terme	867,7	967,5	1 051,3	1 104,6	1 105,0	1 104,8	1 109,5	1 126,9	1,6%	2,0%
<i>dont actions</i>	14,8	15,0	9,8	11,9	13,4	14,2	14,0	15,8	12,8%	32,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	57,5	69,5	94,5	114,9	128,2	137,6	131,7	138,1	4,8%	20,1%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	795,3	883,1	947,0	977,8	963,4	953,0	963,8	973,1	1,0%	-0,5%
Autres agents	3 948,5	3 887,6	3 622,3	2 169,9	3 626,9	3 886,4	3 836,9	2 219,7	-42,1%	2,3%
Dépôts à vue	563,4	496,0	1 110,6	637,1	711,4	944,2	2 912,4	748,2	-74,3%	17,4%
Placements liquides ou à court terme	2 173,7	2 180,2	1 749,3	890,9	2 263,9	2 283,5	253,8	792,1	212,0%	-11,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	16,5	21,6	33,7	17,9	15,0	45,9	28,2	36,4	29,3%	103,6%
Placements indexés sur les taux de marché	2 157,2	2 158,6	1 715,6	873,1	2 248,8	2 237,6	225,7	755,7	234,8%	-13,4%
<i>dont comptes à terme</i>	277,6	279,0	279,3	873,1	2 248,8	2 237,6	225,7	755,7	234,8%	-13,4%
Épargne à long terme	1 211,4	1 211,4	762,4	641,9	651,7	658,7	670,6	679,4	1,3%	5,8%
Total actifs financiers	8 974,5	8 180,2	8 015,6	6 404,9	8 778,1	8 547,7	8 438,3	6 978,7	-17,3%	9,0%
Dépôts à vue	3 395,0	2 689,5	3 420,0	3 133,7	3 663,3	3 546,6	5 406,9	3 547,4	-34,4%	13,2%
Placements liquides ou à court terme	3 323,2	3 120,1	2 781,9	1 524,8	3 358,1	3 237,6	1 251,2	1 625,1	29,9%	6,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	586,3	542,8	568,8	499,1	567,6	532,4	448,1	482,5	7,7%	-3,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	586,3	542,8	568,8	499,1	567,6	532,4	448,1	482,5	7,7%	-3,3%
Placements indexés sur les taux de marché	2 736,8	2 577,3	2 213,0	1 025,7	2 790,5	2 705,2	803,1	1 142,6	42,3%	11,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	716,9	516,1	627,8	984,1	2 359,7	2 314,0	411,9	841,4	104,3%	-14,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2 019,9	2 061,2	1 585,3	41,6	430,8	391,2	391,2	301,2	-23,0%	623,7%
Épargne à long terme	2 256,3	2 370,7	1 813,7	1 746,5	1 756,6	1 763,5	1 780,2	1 806,2	1,5%	3,4%
<i>dont actions</i>	14,8	15,0	9,8	11,9	13,4	14,2	14,0	15,8	12,8%	32,0%
<i>dont obligations</i>	1 388,7	1 403,1	762,4	641,9	651,7	658,7	670,6	679,4	1,3%	5,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	57,5	69,5	94,5	114,9	128,2	137,6	131,7	138,1	4,8%	20,1%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	795,3	883,1	947,0	977,8	963,4	953,0	963,8	973,1	1,0%	-0,5%

	Montants en millions F CFP								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim	1 an
Dépôts locaux	4 698,3	3 748,4	4 616,6	4 616,8	6 590,6	6 393,0	6 266,9	4 871,3	-22,3%	5,5%
Dépôts à vue	3 395,0	2 689,5	3 420,0	3 133,7	3 663,3	3 546,6	5 406,9	3 547,4	-34,4%	13,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	586,3	542,8	568,8	499,1	567,6	532,4	448,1	482,5	7,7%	-3,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	586,3	542,8	568,8	499,1	567,6	532,4	448,1	482,5	7,7%	-3,3%
Dépôts à terme	716,9	516,1	627,8	984,1	2 359,7	2 314,0	411,9	841,4	104,3%	-14,5%
Bons de caisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Titres de créances négociables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placement HZE	4 276,2	4 431,8	3 399,0	1 788,1	2 187,4	2 154,7	2 171,4	2 107,4	-2,9%	17,9%
<i>dont actions</i>	14,8	15,0	9,8	11,9	13,4	14,2	14,0	15,8	12,8%	32,0%
<i>dont obligations</i>	1 388,7	1 403,1	762,4	641,9	651,7	658,7	670,6	679,4	1,3%	5,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2 019,9	2 061,2	1 585,3	41,6	430,8	391,2	391,2	301,2	-23,0%	623,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	57,5	69,5	94,5	114,9	128,2	137,6	131,7	138,1	4,8%	20,1%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	795,3	883,1	947,0	977,8	963,4	953,0	963,8	973,1	1,0%	-0,5%
Total actifs financiers	8 974,5	8 180,2	8 015,6	6 404,9	8 778,1	8 547,7	8 438,3	6 978,7	-17,3%	9,0%

Les crédits à l'économie

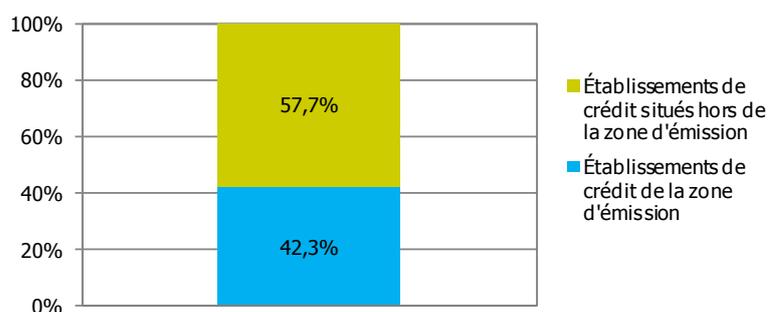
Établissement de crédit local

	Montants en millions FCFP								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	225,4	64,1	65,6	33,7	47,5	40,1	2,0	5,1	158,2%	-85,0%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	0,0	5,1	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	-100,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	14,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	210,9	64,1	65,6	28,6	47,5	40,1	2,0	5,1	158,2%	-82,3%
Crédits d'investissement	99,3	85,8	78,2	75,0	68,9	63,5	58,1	79,9	37,5%	6,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	99,3	85,8	78,2	75,0	68,9	63,5	58,1	79,9	37,5%	6,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	18,0	66,7	66,4	58,6	53,7	49,6	45,4	41,4	-8,9%	-29,3%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	45,7	130,9	128,2	125,5	122,8	120,1	-2,2%	-8,2%
Autres crédits	19,5	49,9	35,3	60,8	181,4	175,3	171,5	161,5	-5,8%	165,5%
Encours sain	344,2	199,8	224,8	300,4	426,0	404,4	354,4	366,5	3,4%	22,0%
Ménages										
Crédits à la consommation	999,2	845,5	976,9	1 188,7	1 191,4	1 192,0	1 212,1	1 245,4	2,7%	4,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	980,6	826,1	960,8	1 168,3	1 168,3	1 169,4	1 187,7	1 224,9	3,1%	4,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	18,6	19,4	16,1	20,4	23,1	22,6	24,4	20,5	-15,7%	0,5%
Crédits à l'habitat	55,9	53,8	55,5	212,4	202,9	193,7	188,2	179,1	-4,9%	-15,7%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 055,1	899,3	1 032,4	1 401,2	1 394,3	1 385,7	1 400,3	1 424,5	1,7%	1,7%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres agents										
Encours sain	4,7	3,7	12,0	15,5	12,7	12,7	12,2	12,3	0,9%	-20,2%
TOTAL										
Encours sain	1 403,9	1 102,9	1 269,2	1 717,0	1 833,0	1 802,8	1 766,9	1 803,3	2,1%	5,0%
Créances douteuses brutes	97,8	100,9	100,6	96,5	95,7	94,1	94,8	94,6	-0,2%	-2,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	8,5	7,1	7,9	6,4	5,3	5,5	7,3	7,2	-0,4%	13,8%
<i>(dt) Entreprises</i>	0,4	0,0	1,9	0,5	0,3	0,7	1,2	0,9	-26,0%	84,5%
<i>(dt) Ménages</i>	8,2	7,1	6,0	5,9	5,0	4,8	6,0	6,3	4,7%	7,9%
Provisions	89,2	93,9	92,6	90,1	90,4	88,6	87,5	87,3	-0,2%	-3,1%
Encours brut total	1 501,7	1 203,8	1 369,8	1 813,5	1 928,7	1 896,9	1 861,6	1 897,9	1,9%	4,7%
Taux de créances douteuses	6,5%	8,4%	7,3%	5,3%	5,0%	5,0%	5,1%	5,0%	-0,1 pt	-0,3 pt
Taux de provisionnement	91,3%	93,0%	92,1%	93,4%	94,5%	94,2%	92,3%	92,4%	0,1 pt	-1,0 pt

Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	227,5	64,1	65,6	1 231,7	77,7	81,3	17,2	76,1	341,4%	-93,8%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	0,0	5,1	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	-100,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	14,5	0,0	0,0	1 126,4	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	-100,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	212,9	64,1	65,6	100,2	77,7	81,3	17,2	76,1	341,4%	-24,1%
<i>Affacturage</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	1 139,9	1 002,4	808,0	1 090,5	2 126,1	2 083,6	1 936,8	2 085,6	7,7%	91,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 139,9	1 002,4	808,0	1 090,5	2 126,1	2 083,6	1 936,8	2 085,6	7,7%	91,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	22,9	70,6	70,0	61,6	56,5	52,1	47,8	43,5	-9,0%	-29,3%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	45,7	130,9	128,2	125,5	122,8	120,1	-2,2%	-8,2%
Autres crédits	19,5	49,9	35,3	60,8	181,4	175,3	171,5	161,5	-5,8%	165,5%
Encours sain	1 386,8	1 116,4	954,6	2 513,9	2 513,4	2 465,7	2 248,3	2 443,3	8,7%	-2,8%
Ménages										
Crédits à la consommation	999,2	845,5	976,9	1 188,7	1 191,4	1 192,0	1 212,1	1 245,4	2,7%	4,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	980,6	826,1	960,8	1 168,3	1 168,3	1 169,4	1 187,7	1 224,9	3,1%	4,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	18,6	19,4	16,1	20,4	23,1	22,6	24,4	20,5	-15,7%	0,5%
Crédits à l'habitat	507,1	373,7	320,8	400,6	369,8	341,2	324,6	299,5	-7,7%	-25,2%
Autres crédits	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 509,9	1 219,3	1 297,7	1 589,4	1 561,3	1 533,2	1 536,7	1 544,9	0,5%	-2,8%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	363,1	322,2	289,4	255,8	239,6	239,6	224,2	222,3	-0,9%	-13,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	363,1	322,2	289,4	255,8	239,6	239,6	224,2	222,3	-0,9%	-13,1%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	363,1	322,2	289,4	255,8	239,6	239,6	224,2	222,3	-0,9%	-13,1%
Autres agents										
Encours sain	123,5	96,2	79,8	76,7	41,6	44,7	70,1	55,4	-20,9%	-27,7%
TOTAL										
Encours sain	3 383,4	2 754,0	2 621,5	4 435,7	4 355,9	4 283,2	4 079,3	4 265,9	4,6%	-3,8%
<i>dont ECHZE</i>	1 979,4	1 651,1	1 352,3	2 718,7	2 522,9	2 480,4	2 312,4	2 462,6	6,5%	-9,4%
Créances douteuses brutes	762,8	777,3	592,1	493,0	483,6	473,4	473,0	470,0	-0,6%	-4,7%
<i>Créances douteuses nettes</i>	340,9	335,0	298,0	274,1	275,2	269,7	271,3	269,9	-0,5%	-1,5%
<i>(dt) Entreprises</i>	210,7	208,8	204,5	200,8	199,8	199,8	200,3	199,5	-0,4%	-0,7%
<i>(dt) Ménages</i>	126,3	126,1	93,5	73,3	75,5	69,9	71,0	70,4	-0,8%	-3,9%
<i>Provisions</i>	421,8	442,3	294,1	218,9	208,3	203,7	201,7	200,1	-0,8%	-8,6%
Encours brut total	4 146,1	3 531,4	3 213,6	4 928,7	4 839,5	4 756,6	4 552,3	4 735,9	4,0%	-3,9%
Taux de créances douteuses	18,4%	22,0%	18,4%	10,0%	10,0%	10,0%	10,4%	9,9%	-0,5 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	55,3%	56,9%	49,7%	44,4%	43,1%	43,0%	42,7%	42,6%	-0,1 pt	-1,8 pt

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr